

eux la brièveté des saisons, les caprices des gens en vacances et les faiblesses humaines en général, et qui pour ces raisons ont besoin d'aide. Les gouvernements ne désirent peut-être pas prendre eux-mêmes l'initiative de les aider et trouveraient peut-être profit à se servir d'un organisme neutre comme une association nationale de tourisme.

Avec tout le concours et toute l'aide du gouvernement fédéral, l'Association canadienne du tourisme, travaillant de concert avec toutes les parties constituantes de l'industrie touristique, pourrait attirer au Canada des millions de dollars de plus et faire de cette industrie, qui est déjà la troisième en importance, un élément encore plus riche de l'économie canadienne.

Le PRÉSIDENT: Les honorables sénateurs ont-ils des questions à poser?

Le sénateur ISNOR: Nous direz-vous, colonel McAvity, comment votre budget se compare à celui de l'Office fédéral du tourisme?

Le colonel McAVITY: Sûrement, monsieur. Cette année, notre budget dépassera légèrement \$60,000.

Le sénateur ISNOR: Vous faites des merveilles avec \$60,000.

Le sénateur CAMERON: Comment vous procurez-vous cet argent?

M. McAVITY: Nous avons les cotisations... M. Fisher pourrait peut-être vous l'expliquer.

M. JOHN FISHER (*directeur exécutif de l'Association canadienne du tourisme*): Tout notre argent sauf une subvention du gouvernement fédéral, provient des cotisations de nos membres. Nous avons une échelle de cotisation qui va de \$300, pour les grandes entreprises nationales, industrielles ou commerciales, à \$25. Le majorité de nos membres paient \$25 et \$50. Ce sont les petits hôtels, les chambres de commerce locales et les associations commerciales. Nous avons 550 membres et, comme le colonel McAvity l'a dit, toute l'industrie et tout le commerce y sont assez bien représentés. Mais nous sommes loin d'avoir le total des représentants de l'industrie touristique. Autrement dit, nous avons peut-être 25 ou 30 restaurants sur plusieurs milliers. La difficulté à laquelle nous nous heurtons, c'est qu'un restaurateur peut appartenir à une association de restaurateurs et ne croit pas nécessaire d'entrer dans notre association. Son association de restaurateurs, cependant, participe ordinairement à la nôtre et verse une cotisation annuelle d'une centaine de dollars. Nous devons donc lutter pour trouver l'argent nécessaire. Nous avons un très petit personnel, composé de trois jeunes femmes, de M. Erwin Kreutzweiser et de moi-même pour accomplir la tâche herculéenne de parcourir le pays pour stimuler les gens, de rédiger des articles, de préparer des dépliants, etc. Sans l'aide d'hommes intéressés à la chose publique, comme le colonel McAvity, qui fait tout ce travail bénévolement, et comme les membres de notre conseil, nous ne pourrions pas continuer. Notre grand problème, qui absorbe une si grande partie de mon temps, est de trouver assez d'argent pour joindre les deux bouts.

Le sénateur CONNOLLY (*Halifax-Nord*): Vous dites que vos subventions en provenance de l'industrie atteignent presque le point limite? Qu'entendez-vous par là?

Le colonel McAVITY: Je voudrais l'expliquer, car je suis peut-être mieux en mesure de le faire que notre directeur exécutif. J'ai eu des entretiens avec les dirigeants de plusieurs grandes entreprises dont les produits, en général, sont destinés aux consommateurs. Nous avons un comité qui s'occupe de recruter des membres et dont je fais partie avec plusieurs autres hommes occupant des situations semblables à la mienne. Nous nous sommes mis en rapport avec plusieurs grandes compagnies manufacturières afin d'en obtenir la cotisation annuelle de \$300. Je crois que nous avons une très bonne cause, mais nous nous sommes heurtés à beaucoup d'opposition.